

Le Traité pour la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG), dit

« PACTE BUDGÉTAIRE » : UN TRAITÉ CONTRE LES PEUPLES !

Députés et sénateurs doivent respecter leurs engagements de campagne et le rejeter !

Ce nouveau traité européen est dangereux !

La « règle d'or » qu'il inclut imposerait un véritable carcan budgétaire qui concernerait non seulement le budget de l'État mais aussi ceux des collectivités locales et des administrations de la Sécurité Sociale.

Ce traité est :

- ÉCONOMIQUEMENT ABSURDE

Couper dans les dépenses publiques ne fera qu'accentuer la récession, aggraver le chômage, les déficits et donc la dette !

C'est une spirale infernale, comme la connaissent la Grèce, le Portugal ou l'Espagne.

De plus les investissements de long terme (construction d'hôpitaux, d'écoles ...) ne pourraient plus être financés par l'emprunt, alors qu'ils sont essentiels pour les générations à venir.

- SOCIALEMENT INJUSTE

Ce traité durcirait et rendrait irréversibles les politiques d'austérité qui touchent les populations les plus précaires : les malades, les chômeurs, les retraités, les femmes, les jeunes, les ouvriers ... Les inégalités ne feraient que s'accroître !

- INTOLÉRABLE DÉMOCRATIQUEMENT

Les citoyens et les élus n'auraient plus leur mot à dire en matière de politique budgétaire... Le non-respect de la « règle d'or » entraînerait des sanctions automatiques. La souveraineté populaire serait bafouée.

- INCOMPATIBLE AVEC LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Celle-ci nécessite des investissements de long terme pour transformer les modes de production. Comment les financer avec le verrou des 0,5 % et l'impossibilité de recourir à l'emprunt ?

*- Vous vivez au-dessus
de vos moyens !*



ET POURTANT, LES ALTERNATIVES EXISTENT !

Il faut s'attaquer au cœur du problème qui est à l'origine de la crise, la domination de la finance sur les choix politiques :

- permettre à la BCE (Banque Centrale Européenne) de prêter directement aux États, afin de stopper le chantage des marchés et de diminuer les taux des emprunts
- contrôler les banques afin qu'elles soient au service de la société
- interdire vraiment les paradis fiscaux
- mettre fin à la folie spéculative en règlementant les marchés financiers
- conduire une révolution fiscale pour un système d'impôt et de taxes plus juste
- mettre en place une véritable taxe sur les transactions financières.

Nous refusons ce nouveau traité illégitime et nous voulons que tous les citoyens, qui sont les premiers concernés, puissent se prononcer sur ce sujet en toute connaissance de cause.

NOUS VOULONS UN VASTE DÉBAT DÉMOCRATIQUE !

Le 30 septembre grande manifestation à Paris

(renseignements 04.95.05.10.10 ou secretariat@pcf13.fr)

et le 5 octobre à 18h30 meeting à Marseille au Théâtre Toursky